

CARPA SUD-OUEST

Barreaux de Bordeaux – Libourne – Bergerac – Charente – La Rochelle/Rochefort – Aurillac - Périgueux

MANDAT D'AUTORISATION DE PAIEMENT DE FRAIS ET HONORAIRES D'AVOCAT PAR PRELEVEMENT DE FONDS DEPOSES EN COMPTE CARPA

Je soussigné(e) _____

né(e) le _____ à _____

de nationalité _____, domicilié(e) _____

_____, exerçant la profession de _____

agissant à titre personnel, volontairement et sous mon entière responsabilité, ayant toutes
qualité et capacité pour agir en ce sens, AUTORISE maître _____,
avocat au barreau de _____, A PRELEVER SUR LE COMPTE CARPA ayant
reçu des fonds me revenant et ouvert au nom de l'affaire :

_____ / _____

la somme de : (en chiffres et en lettres)

_____ euros,

en règlement de tout ou partie de ses frais et honoraires.

PIECE A JOINDRE PAR LE SIGNATAIRE :

- ☐ La copie recto/verso d'une pièce d'identité

PIECE A JOINDRE PAR L'AVOCAT :

- ☐ La facture dont prélèvement sur fonds CARPA

Fait à _____,

Le _____.

Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé, Bon pour mandat »

**Extraits non exhaustifs des principales dispositions légales et réglementaires applicables
aux Caisse Autonome de Règlements Pécuniaires des Avocats (CARPA)**

Les CARPA assurent la gestion et le contrôle des opérations de règlements pécuniaires pour l'activité de conseil et d'assistance en justice des avocats, et protègent le secret professionnel. Il appartient aux bâtonniers et aux présidents de CARPA de veiller à ce que des dispositifs soient mis en place pour lutter au mieux contre les opérations de blanchiment pour les règlements reçus par les avocats.

Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques :

Article 27 : Il doit être justifié, soit par le barreau, soit collectivement ou personnellement par les avocats, soit à la fois par le barreau et par les avocats, d'une assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle de chaque avocat membre du barreau, en raison des négligences et fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Il doit également être justifié d'une assurance au profit de qui il appartiendra, contractée par le barreau ou d'une garantie affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus.

Le bâtonnier informe le procureur général des garanties constituées.

Les responsabilités inhérentes à l'activité de fiduciaire et aux activités visées au deuxième alinéa de l'article 6 et à l'article 6 bis sont supportées exclusivement par les avocats qui les exercent ; elles doivent faire l'objet d'assurances spéciales qui sont contractées à titre individuel ou collectif, dans les conditions fixées par la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance ou, pour l'activité de fiduciaire, de garanties financières.

Article 42 :

Dans le respect de l'indépendance de l'avocat, de l'autonomie des conseils de l'ordre et du caractère libéral de la profession, des décrets en Conseil d'Etat fixent les conditions d'application du présent titre.

Ils présentent notamment :

.../...

9° Les conditions d'application de l'article 27 et, notamment, les conditions des garanties, les modalités du contrôle et les conditions dans lesquelles les avocats reçoivent des fonds, effets ou valeurs pour le compte de leurs clients, les déposent, sauf lorsqu'ils agissent en qualité de fiduciaire, dans une caisse créée obligatoirement à cette fin par chaque barreau ou en commun par plusieurs barreaux et en effectuent le règlement ;

Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 :

Articles 241

« Aucun retrait de fonds du compte mentionné à l'article 240-1 ne peut intervenir sans un contrôle préalable de la caisse des règlements pécuniaires des avocats effectué selon des modalités définies par l'arrêté mentionné à l'article 241-1.

Aucun prélèvement d'honoraires au profit de l'avocat ne peut intervenir sans l'autorisation écrite préalable du client. »

Articles 241-1

« Un arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, pris après avis de la commission de régulation prévue à l'article 241-3-1, fixe les règles applicables aux dépôts et maniements des fonds, effets ou valeurs mentionnés au 9° de l'article 53 de la loi du 31 décembre 1971 précitée. »

Arrêté du 5 juillet 1996 :

Article 8 :

« La caisse des règlements pécuniaires des avocats doit être en mesure de contrôler, notamment lors des opérations mentionnées à l'article 241 du décret du 27 novembre 1991 susvisé, les éléments suivants :

1° La position bancaire et comptable des sous-comptes - affaires ;

2° L'intitulé et la nature des affaires ;

3° La provenance des fonds crédités sur les sous-comptes - affaires ;

4° L'identité des bénéficiaires des règlements ;

5° Les affaires dont le montant des crédits est supérieur au plafond des assurances garantissant la représentation des fonds ;

6° La justification du lien entre les règlements pécuniaires des avocats et les actes juridiques ou judiciaires accomplis par ceux-ci dans le cadre de leur exercice professionnel ;

7° L'absence de mouvement sur un sous-compte - affaires.

Code monétaire et financier : Articles L561-1 à L561-50 du CMF (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ((LCB-FT)).

Articles L. 561-2 CMF :

“Sont assujettis aux obligations prévues par les dispositions des sections 2 à 7 du présent chapitre :

.../...

13° Les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, les avocats, les notaires, les commissaires de justice, les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires, dans les conditions prévues à l'article L. 561-3 ;

.../...

18° Les caisses des règlements pécuniaires des avocats créées en application du 9° de l'article 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 au titre des fonds, effets ou valeurs déposés par les avocats pour le compte de leurs clients dans le cadre des activités mentionnées au I de l'article L. 561-3 ;”